

C onjoncture française



Retour sur la précédente prévision

Au troisième trimestre 2013, l'activité a légèrement reculé, de 0,1 %, alors que nous prévoyions une stabilisation lors du Point de conjoncture d'octobre 2013. La contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB est nulle au troisième trimestre, contre +0,1 point prévu.

La contribution des échanges extérieurs a été quant à elle très dégradée (-0,7 point contre -0,1 point prévu). Cette évolution est à mettre en regard de la contribution positive des stocks au troisième trimestre (+0,5 point contre 0,0 point prévu). Les matériels de transport concourent notamment pour 0,3 point de PIB à cette contribution des stocks, compensant en grande partie la contribution négative du solde commercial de ces biens (-0,4 point).

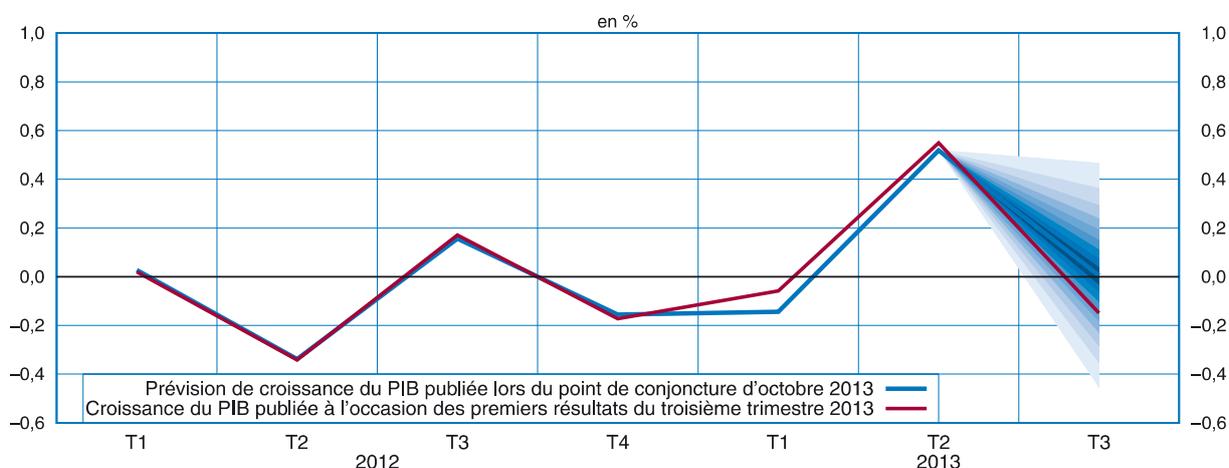
Malgré une activité un peu plus faible que prévu, les pertes d'emploi ont été moindres qu'attendu au troisième trimestre (-16 000 emplois contre -24 000 prévu). Pour le quatrième trimestre, notre prévision est quasi inchangée : le PIB croîtrait de 0,4 % et la baisse de l'emploi marchand s'atténuerait de nouveau.

L'activité a reculé au troisième trimestre, alors que nous la prévoyions stable

Après un deuxième trimestre en forte progression (+0,5 %), l'activité a légèrement reculé au troisième trimestre (-0,1 %) alors que, lors du Point de conjoncture d'octobre, nous prévoyions qu'elle serait stable (cf. graphique 1). En premier lieu, la production manufacturière a surpris en ne progressant que faiblement en août après une forte baisse en juillet. Elle a ainsi nettement diminué sur l'ensemble du troisième trimestre (-1,0 %) alors que nous prévoyions une baisse plus modérée (-0,4 %). Tandis que l'ensemble des grandes branches manufacturières avait crû au deuxième trimestre, elles se sont toutes repliées au troisième trimestre, en dehors de la branche « matériels de transport » qui est resté stable après son envolée du deuxième trimestre. La branche cokéfaction-raffinage recule fortement (-8,8 %).

La baisse de la production manufacturière a contribué, via une baisse de la demande des entreprises, à la baisse de l'activité dans les services marchands (-0,1 % contre +0,2 % prévu).

1- Graphique des risques associé au Point de conjoncture d'octobre 2013 et croissance réalisée



Source : Insee

Comme attendu, la production d'énergie a reculé au troisième trimestre 2013 (-1,5 % contre -0,8 % prévu) traduisant un retour à la normale après deux trimestres de températures inférieures aux normales saisonnières. Dans la construction, l'activité a reculé davantage que prévu (-0,5 % contre -0,1 % attendu). Enfin, la production de la branche non marchande a ralenti comme prévu par contrecoup du trimestre précédent où le recours aux soins avait été dynamique.

Les exportations manufacturières ont chuté

Au troisième trimestre 2013, la demande intérieure finale hors stocks a été légèrement plus faible qu'attendu : sa contribution à la croissance de l'activité a été nulle, contre +0,1 point prévu en octobre. Cet écart est principalement imputable à l'investissement, en baisse de 0,6 % contre 0,2 % prévu. Alors que l'investissement en produits manufacturés a rebondi (+0,9 % après 6 trimestres de baisse), l'investissement des entreprises en services a nettement reculé (-2,8 %) tandis que nous l'attendions en hausse. En outre, l'investissement en construction s'est replié légèrement plus que prévu.

Comme prévu en octobre, les importations ont été dynamiques au troisième trimestre (+1,0 % contre +0,7 % prévu). A contrario, les exportations ont reculé de 1,5 %, alors que nous attendions une hausse de 0,6 %. En particulier, les exportations de matériels de transport ont fortement reculé (-5,7 %) du fait de la chute des exportations de matériel aéronautique. Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance de l'activité a été de -0,7 point, contre -0,1 point prévu. Cette contribution est à mettre en lien avec celle de la variation des stocks : ces derniers ont contribué à hauteur de +0,5 point à la croissance de l'activité, contre 0,0 point prévu. Bien que l'activité ait surpris à la baisse, les pertes d'emplois des branches marchandes non agricoles ont été plus faibles qu'attendu, -1 6 000 postes contre -24 000 prévu en octobre.

Notre prévision de croissance pour le quatrième trimestre 2013 est inchangée

Notre prévision de croissance de l'activité pour le quatrième trimestre 2013 est maintenue à +0,4 %. En novembre, le climat des affaires mesuré par les enquêtes de conjoncture est globalement à son niveau de septembre. Côté offre, nos prévisions de production manufacturière, d'énergie et de services marchands hors commerce sont ainsi quasi inchangées. Dans la construction, nous révisons cependant notre prévision d'activité à la baisse (0,0 % contre +0,3 % prévu), en lien avec le repli des mises en chantier ces derniers mois. La croissance de la demande intérieure hors stocks est inchangée.

Le commerce extérieur contribuerait positivement à la croissance au quatrième trimestre (+0,3 point) en raison du fort redressement attendu des exportations (+2,3 % contre +0,9 % prévu en octobre) par contrecoup de la baisse exceptionnelle du troisième trimestre, notamment dans l'aéronautique. De même qu'au troisième trimestre 2013, les variations de stocks compenseraient en partie les mouvements des exportations, notamment dans la branche matériels de transport. Ainsi, la contribution de la variation de stocks serait au quatrième trimestre de -0,2 point, contre +0,1 prévu en octobre. L'emploi marchand non agricole serait en ligne avec notre scénario d'octobre : baisse de 7 000 postes au quatrième trimestre comme anticipé.

Enfin, l'inflation fin 2013 serait moins élevée que prévu lors du Point d'octobre (+0,8 % contre +1,1 % anticipé), l'écart étant concentré sur les prix des carburants et des produits frais. ■

Production

La production de biens et services a baissé au troisième trimestre 2013 (-0,3 %) après avoir rebondi au deuxième trimestre (+0,9 %). Le recul du PIB a été un peu moins marqué (-0,1 % après +0,5 %). L'activité dans l'industrie manufacturière s'est repliée (-1,0 % après +0,5 % et +2,0 % lors des deux premiers trimestres de 2013). La production dans les services marchands a stagné (-0,1 % après +0,7 %) et l'activité dans la construction a continué de se replier (-0,5 % après -0,7 % et -0,6 % aux premier et deuxième trimestres 2013).

En novembre, l'amélioration du climat des affaires observée depuis la fin de l'été 2013 marque une pause. La production rebondirait au quatrième trimestre (+0,5 %) mais ralentirait par la suite (+0,2 % puis +0,3 % aux premier et deuxième trimestres 2014), en raison de la progression modérée de la demande.

La production augmenterait à un rythme modéré d'ici mi-2014

Au troisième trimestre 2013, la production de biens et services s'est contractée (-0,3 % après +0,9 % au deuxième trimestre 2013). Le recul du PIB a été un peu moins marqué (-0,1 % après +0,5 %). L'indicateur de climat des affaires en France, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, après s'être fortement amélioré de mai à septembre en augmentant de 11 points, s'est stabilisé en octobre et novembre à 95 points (cf. graphique 1). La production de biens et services

se redresserait donc au quatrième trimestre (+0,5 %, cf. graphique 2) puis ralentirait au premier semestre 2014 (+0,2 % puis +0,3 % aux premier et deuxième trimestres 2014), en raison d'une demande peu dynamique.

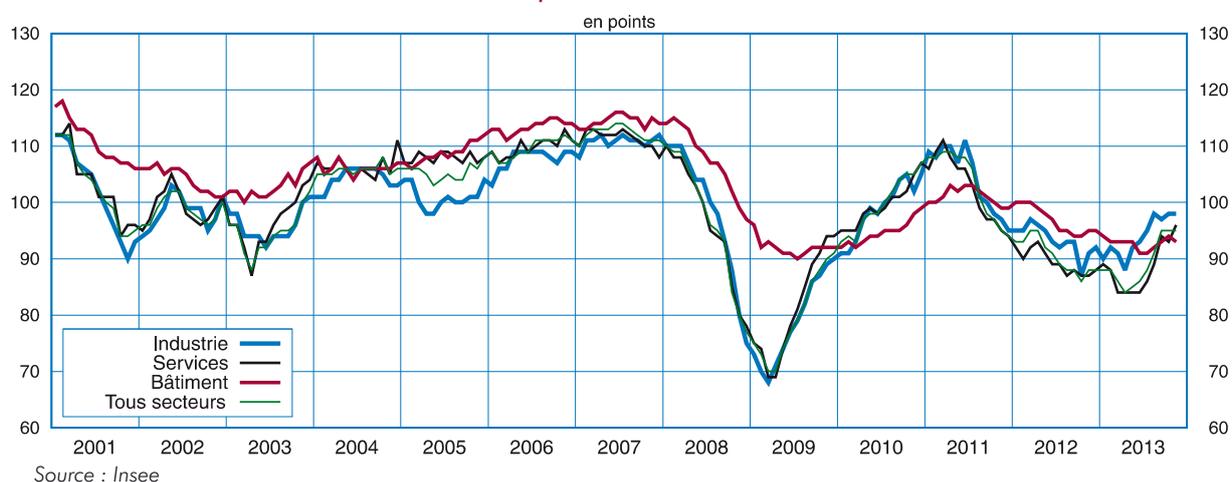
L'acquis de croissance de la production pour 2014 serait de +0,9 % à l'issue du premier semestre (+0,7 % pour le PIB), après une hausse de 0,6 % en 2013 (+0,2 % pour le PIB).

La production manufacturière rebondirait au quatrième trimestre 2013

La production manufacturière s'est repliée au troisième trimestre 2013 (-1,0 %), après avoir fortement rebondi au deuxième trimestre (+2,0 %). Toutes les grandes branches de l'industrie manufacturière ont contribué à ce recul, à l'exception de la branche des matériels de transport qui a été quasi stable (+0,4 % après +8,1 %). Le repli a été particulièrement marqué dans la branche cokéfaction-raffinage (-8,8 %), après deux trimestres très dynamiques. Dans les industries agroalimentaires, les biens d'équipement et les autres branches industrielles, la baisse a été homogène (-0,6 %).

Les industriels interrogés en novembre 2013 (cf. graphique 3) font état d'une amélioration sensible de leur activité passée, laissant augurer un rebond de la production manufacturière au quatrième trimestre 2013 (+0,8 %). En revanche, les perspectives générales et personnelles de production se sont légèrement détériorées à

1 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment
Dernier point : novembre 2013



Conjoncture française

nouveau et l'opinion des industriels sur le niveau des carnets de commandes demeure dégradée, indiquant que ce rebond devrait nettement s'atténuer (+0,2 % aux premier et deuxième trimestres 2014).

L'activité manufacturière progresserait de 0,5 % en 2013, et l'acquis de croissance annuelle pour 2014 s'établirait à +1,0 % à l'issue du premier semestre.

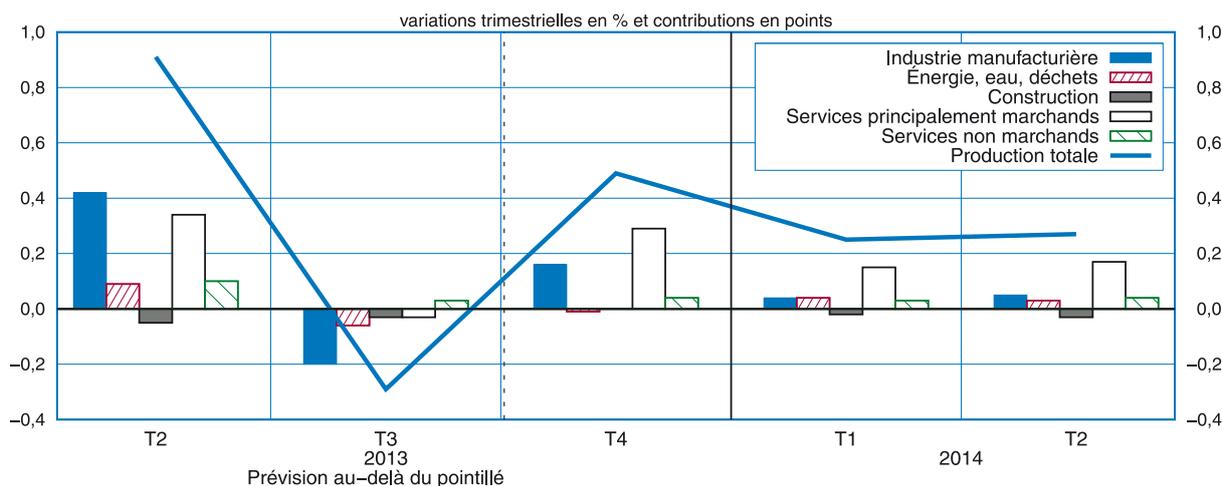
Dans la construction, l'activité se stabiliserait fin 2013 avant de se replier début 2014

Au troisième trimestre 2013, la production dans le secteur de la construction a continué de se dégrader (-0,5 %, après -0,6 % au deuxième trimestre 2013), du fait du repli de l'activité dans le bâtiment neuf. L'activité dans les travaux publics s'est quant à elle améliorée.

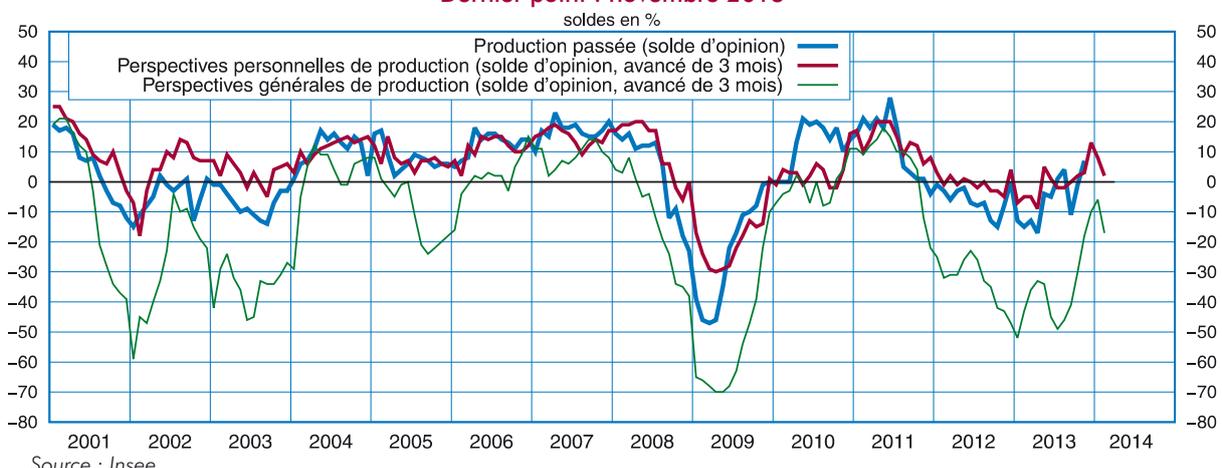
La production dans le secteur de la construction serait stable au quatrième trimestre 2013 (0,0 %). Les mises en chantier ont rebondi en début d'année et certaines dépenses d'entretien du logement devraient être anticipées avant la hausse du taux de TVA au 1^{er} janvier. De fait, l'opinion sur l'activité prévue des entrepreneurs du bâtiment s'améliore légèrement depuis septembre 2013, en particulier dans l'entretien du logement (cf. graphique 4). La tendance des autorisations de constructions est toutefois à la baisse depuis le début de l'année et le nombre de mises en chantier diminue au troisième trimestre, ce qui laisse anticiper un recul de la production au premier semestre 2014 (-0,3 % puis -0,5 % aux premier et deuxième trimestres).

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production dans le secteur de la construction reculerait de 2,3 %. Mi-2014, son acquis de croissance serait de -1,0 %.

2 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière Dernier point : novembre 2013



Services marchands hors commerce : l'activité rebondirait au quatrième trimestre 2013

La production de services marchands hors commerce a légèrement fléchi au troisième trimestre (-0,1 %), après avoir rebondi au deuxième trimestre (+0,7 %). Ce repli de l'activité concerne notamment les services aux entreprises (-0,5 % après +1,4 %), qui ont pâti du recul de la production manufacturière, et l'information-communication (-0,4 % après +0,7 %) du fait de la baisse de l'investissement en services. L'activité a ralenti dans les services financiers (+0,4 % après +0,9 %) et dans l'hébergement-restauration (0,0 % après +0,7 %). Les services immobiliers ont progressé à un rythme proche de celui du trimestre précédent (+0,2 % après +0,3 %).

Au quatrième trimestre 2013, l'activité se redresserait dans les services marchands hors commerce (+0,5 % après -0,1 %), en lien avec les rebonds de l'investissement en services (+1,0 % après -2,9 %) et de la production manufacturière (+0,8 % après -1,0 %). Les chefs d'entreprises de services interrogés en novembre font ainsi état d'une amélioration de la conjoncture. L'indicateur synthétique du climat des affaires gagne trois points en novembre, à 96 (et 13 points par rapport à mai), même s'il reste en dessous de sa moyenne de long terme (100).

L'activité continuerait de progresser au cours du premier semestre 2014 (+0,3 % au premier trimestre et +0,4 % au deuxième), à un rythme ralenti notamment du fait du manque de dynamisme de la consommation des ménages.

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production de services marchands hors commerce croîtrait de 1,0 %, après une hausse de 0,4 % en 2012. À la fin du deuxième trimestre 2014, l'acquis de croissance serait de +1,1 %.

Services principalement non marchands : la progression de l'activité resterait modérée

Dans les services principalement non marchands, la production a ralenti au troisième trimestre 2013 (+0,2 %) par contrecoup du trimestre précédent (+0,7 %) où le recours aux soins avait été particulièrement dynamique. La croissance resterait modérée au quatrième trimestre 2013 et au premier semestre 2014 (+0,3 % au quatrième trimestre 2013 puis +0,2 % et +0,3 % aux premier et deuxième trimestres 2014).

La production de ce secteur augmenterait de 1,5 % en 2013, après une hausse de 1,2 % en 2012. À la fin du deuxième trimestre 2014, l'acquis de croissance serait de +0,9 %.

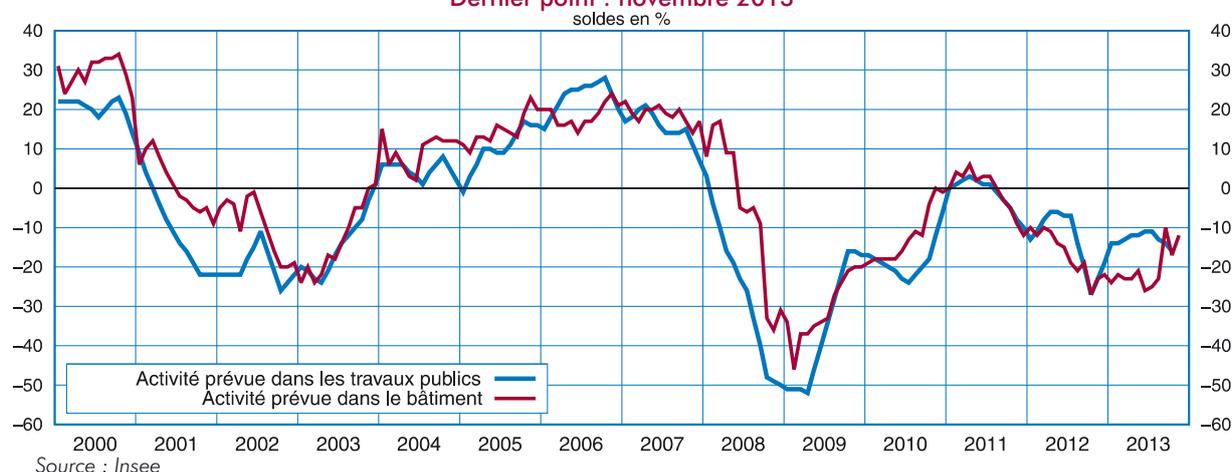
Après un quatrième trimestre très dynamique, l'activité commerciale augmenterait légèrement début 2014

L'activité commerciale a été stable au troisième trimestre 2013 (0,0 % après +0,4 % au deuxième trimestre).

Elle se redresserait nettement au quatrième trimestre 2013 (+0,8 %), portée par la consommation des ménages.

Dans le commerce de gros, l'indicateur synthétique du climat des affaires continue de se redresser en novembre. Les soldes d'opinion relatifs aux ventes passées et aux exportations sont mieux orientés qu'en septembre. Les soldes relatifs aux intentions de commandes globales restent à des niveaux proches de leur moyenne, tandis que celui relatif aux commandes à livrer à l'étranger se relève nettement.

4 - Activité prévue dans la construction Dernier point : novembre 2013



Dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles, les chefs d'entreprise déclarent être de moins en moins pessimistes, en ce qui concerne leur activité passée ou leurs prévisions : la tendance générale des soldes d'opinions est à la hausse depuis le premier semestre 2013 et ils sont, en novembre, proches de leurs moyennes de long terme. L'amélioration du climat conjoncturel est visible tant dans le commerce de détail que dans le commerce automobile, en lien avec la croissance attendue de la consommation des ménages en produits manufacturés au quatrième trimestre (+0,5 %).

L'activité commerciale ralentirait fortement au premier semestre 2014 (+0,1 % au premier trimestre 2014 et +0,2 % au deuxième trimestre 2014), du fait notamment de l'atonie de la consommation en produits manufacturés.

Au total, l'acquis de croissance de la production dans le commerce à la fin du premier semestre 2014 s'établirait à +1,0 % après une croissance de +0,1 % enregistrée en 2013.

La production d'énergie serait quasi stable au quatrième trimestre 2013

La production d'énergie a reculé au troisième trimestre 2013 (-1,5 %), du fait d'un retour des températures aux normales saisonnières après un premier semestre particulièrement froid. La production d'énergie baisserait au quatrième trimestre 2013 (-0,3 %), le rebond de l'activité industrielle étant compensé par les températures plus clémentes du mois d'octobre. Sous l'hypothèse d'une météorologie conforme aux normales saisonnières, la production d'énergie augmenterait au premier semestre 2014 (+1,0 % puis +0,7 % aux premier et deuxième trimestres). Mi-2014, l'acquis de croissance de la production d'énergie s'établirait à +1,1 % après une hausse de 1,8 % enregistrée en 2013.■

Environnement international de la France

Au troisième trimestre 2013, l'activité est restée dynamique dans les économies avancées (+0,5 % après +0,6 %), un peu plus que prévu dans le Point de conjoncture d'octobre. Dans les économies émergentes, l'activité a retrouvé un peu d'élan.

Dans les économies avancées, les enquêtes de conjoncture, qui se sont nettement redressées cet été, demeurent à un niveau élevé en novembre et l'activité y resterait ainsi dynamique d'ici début 2014 (+0,4 %, +0,5 % puis +0,3 %). Le profil trimestriel serait imputable à la hausse de TVA au Japon en avril.

Au sein des économies émergentes, des divergences persistent : l'activité progresserait de nouveau en Chine, entraînée par la hausse du crédit, et dans les PECO, soutenus par la reprise européenne. À l'inverse, dans les autres économies émergentes, les banques centrales ont resserré leur politique monétaire et l'activité conserverait un rythme ralenti. La croissance du commerce mondial serait ainsi soutenue (+1,5 % par trimestre), quoique légèrement inférieure à sa moyenne d'avant-crise.

Sortie de « Quantitative Easing » annoncée

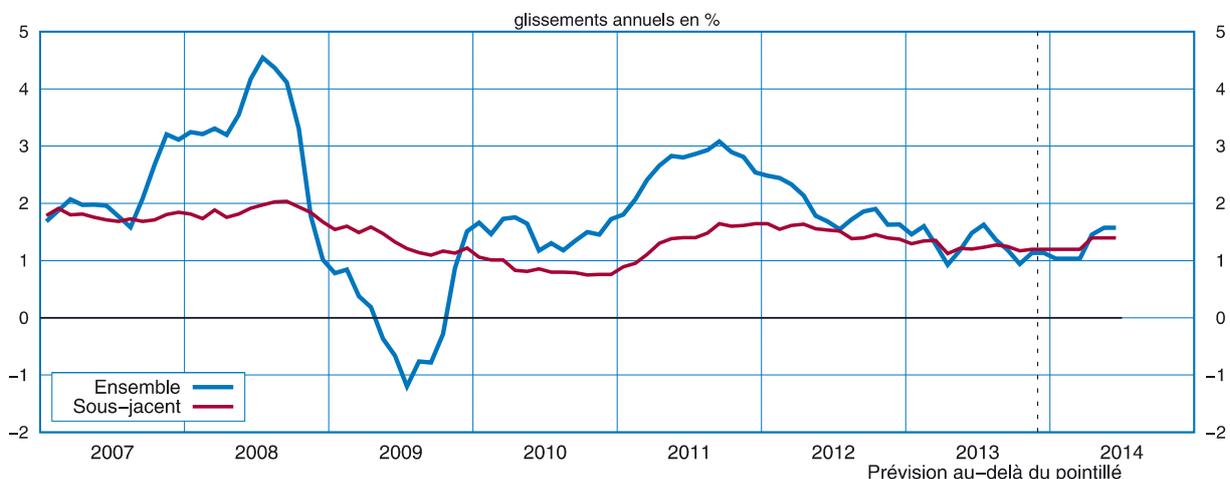
Les banques centrales des économies avancées ont des marges de manœuvre réduites, leurs taux directeurs se situant depuis 2009 au plus bas. Elles mobilisent ainsi depuis plusieurs années les instruments non conventionnels : aux États-Unis, la

Fed achète 85 Mds \$ de titres mensuellement, et au Japon, la banque centrale a pour objectif de doubler la base monétaire en deux ans. Cependant, la Fed ralentirait le rythme de ses achats probablement au premier semestre 2014. Cette perspective a d'ores et déjà provoqué une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis cet été et une brusque dépréciation des monnaies émergentes, en particulier dans les pays à fort déficit courant. Confrontées à cette glissade, les banques centrales de ces pays ont resserré leur politique monétaire, sur fond de tensions inflationnistes.

La consolidation budgétaire ralentirait de part et d'autre de l'Atlantique

Aux États-Unis, la politique budgétaire a été très restrictive en 2013 : hausse des impôts depuis janvier, coupes automatiques depuis mars et fermeture pendant 16 jours des services fédéraux en octobre. Cependant, sous réserve d'un accord au début de l'année entre le Congrès et le Président, l'impulsion budgétaire serait nettement moins restrictive en 2014. Dans la zone euro, la politique budgétaire contribue très négativement à l'activité depuis 2011, mais les mesures nouvelles pour 2014 sont d'ampleur plus limitée qu'en 2013. En revanche, après avoir fortement soutenu l'activité depuis un an, la politique budgétaire prendrait un tour restrictif au Japon : les plans de relance budgétaire perdraient en intensité et le taux de TVA augmenterait de 3 points en avril 2014.

1 - L'inflation resterait faible dans les économies avancées



Sources : Instituts statistiques nationaux, calculs et prévisions Insee

L'inflation resterait faible dans les économies avancées

Depuis fin 2011, l'inflation se modère grâce au reflux des prix des matières premières. Au troisième trimestre 2013, la hausse des prix à la consommation dans les pays avancés s'est établie à +1,4 % en glissement annuel. La stabilisation du prix du pétrole autour de 110 \$ contribuerait, compte tenu des baisses intervenues au premier semestre 2013, à la remontée de l'inflation en glissement annuel, de même que la hausse de la TVA au Japon au deuxième trimestre. L'inflation s'établirait ainsi à +1,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2014 (cf. graphique 1).

La hausse des prix des matières premières industrielles et énergétiques en 2010 s'est transmise avec délai en 2011 à l'inflation sous-jacente. Mais, depuis début 2012, l'inflation sous-jacente recule car les prix des matières premières cessent d'augmenter et le niveau toujours élevé du chômage pèse sur le pouvoir de négociation des salariés. L'indice sous-jacent s'est établi à +1,2 % au troisième trimestre 2013 et resterait à ce niveau à l'horizon de la prévision, hors effet de la hausse de TVA au Japon.

Les économies émergentes en ordre dispersé

Le climat des affaires s'est nettement détérioré de janvier à juillet dans les économies émergentes (cf. graphique 2) et l'activité a progressé modestement au premier semestre 2013. Depuis août, les enquêtes se redressent légèrement et l'activité a accéléré au troisième trimestre dans les PECO et en Chine, mais a conservé un rythme ralenti en Asie émergente et en Amérique latine. D'ici mi-2014, la divergence se prolongerait. La hausse continue de l'encours de crédit doperait, à court terme, le secteur immobilier chinois et la croissance chinoise, sur fond de hausse

vigoureuse du prix des logements. L'Europe de l'Est et, dans une moindre mesure, la Turquie, bénéficieraient de l'amélioration de la demande en provenance d'Europe. À l'inverse, au Brésil et dans l'ensemble de l'Asie émergente, les resserrements monétaires couplés à la dépréciation forte des monnaies pèseraient sur les débiteurs largement endettés en dollars et la croissance y serait modeste.

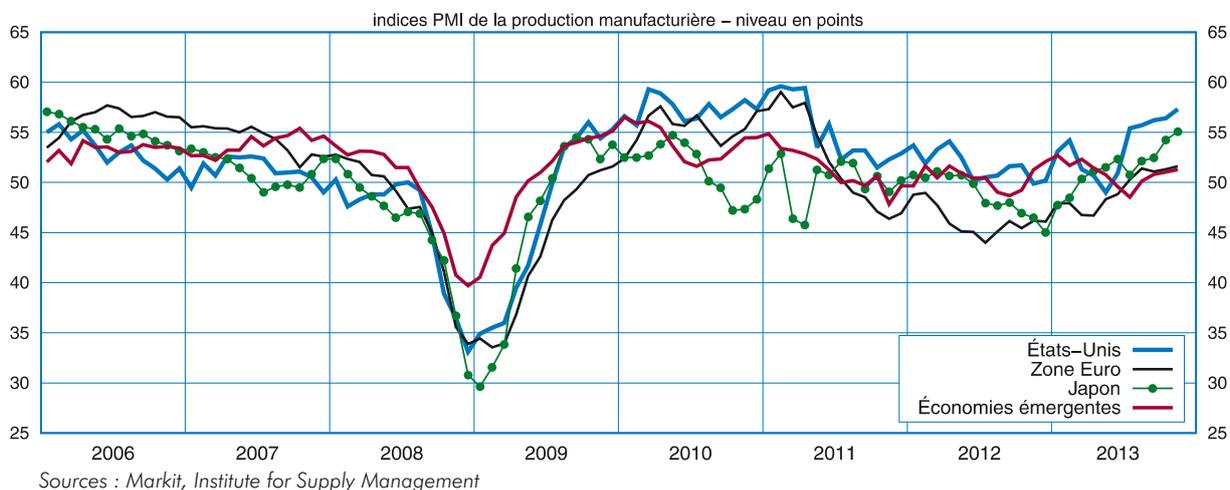
La reprise se confirme dans les économies avancées

Au troisième trimestre 2013, l'activité est restée solide dans les économies avancées (+0,5 %) comme au trimestre précédent. Le climat conjoncturel global s'était nettement amélioré cet été et reste à un niveau élevé en novembre : dans les services comme dans l'industrie, il retrouve les niveaux du début 2011 (cf. graphique 2). L'activité resterait dynamique jusqu'au début de l'année 2014, portée notamment par la consommation des ménages (+0,4 % au quatrième trimestre puis +0,5 % au premier trimestre 2014). Sous l'effet de la hausse de TVA au Japon, elle ralentirait au deuxième trimestre 2014 (+0,3 %).

La zone euro retrouve la croissance

Cette situation d'ensemble recouvre des situations conjoncturelles différentes. Dans la zone euro, la moindre consolidation budgétaire, l'amélioration des anticipations, et la nécessité de renouveler les capacités productives, après l'ajustement marqué de l'investissement, permettraient une croissance modérée, malgré un marché du travail toujours dégradé. Au Royaume-Uni, la reprise resterait particulièrement vigoureuse : l'investissement et la consommation repartiraient nettement, grâce notamment à la reprise du marché immobilier. Aux États-Unis, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises continueraient de soutenir l'activité, mais la hausse passée des taux

2 - Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées Dernier point : novembre 2013



d'intérêt provoquerait un ralentissement du marché immobilier et la consommation publique se contracterait au quatrième trimestre sous l'effet du « shutdown ». L'économie japonaise serait dopée par des achats anticipés pendant six mois mais se contracterait par contrecoup au deuxième trimestre avec la hausse de la TVA au 1^{er} avril 2014.

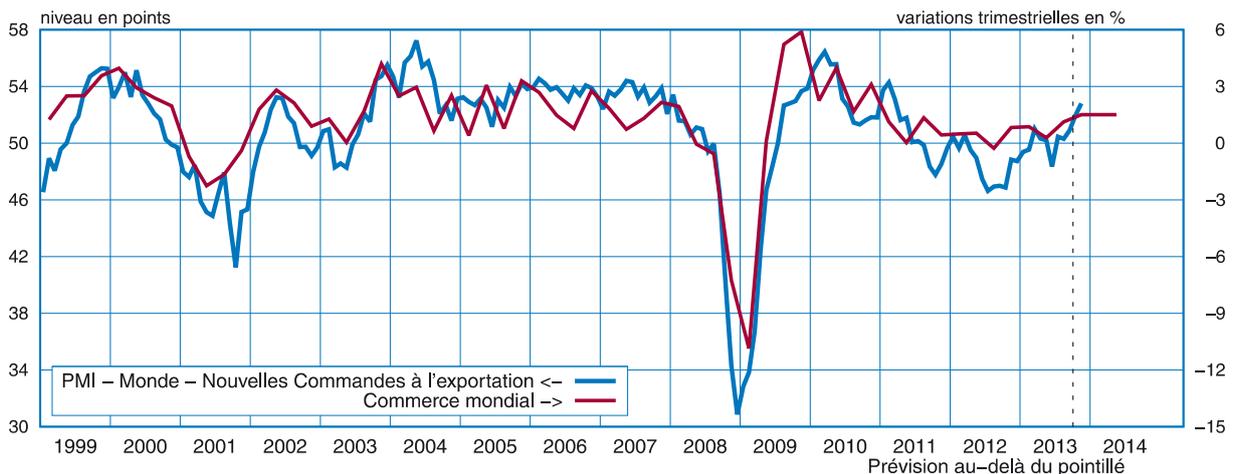
Accélération de la demande mondiale adressée à la France

Au troisième trimestre 2013, le commerce mondial a accéléré (+1,1 %). Les importations des biens des économies émergentes ont progressé de 1,6 % et celles des économies avancées de 0,9 % (cf. tableau).

Pour l'ensemble de l'économie mondiale, la composante des nouvelles commandes à l'exportation des enquêtes PMI se redresse nettement depuis le point bas atteint au mois de juillet 2012 et s'établit à 52,8 en novembre, au plus haut depuis début 2011 (cf. graphique 3). Le commerce mondial accélérerait ainsi à l'horizon de la prévision (+1,5 % par trimestre).

L'accélération des importations des pays avancés, notamment européens, a permis, dès le deuxième trimestre 2013, un net rebond de la demande mondiale adressée à la France. Celle-ci continuerait de progresser à un rythme proche du commerce mondial d'ici mi-2014 (+1,3 %, puis +1,3 % et +1,4 %). ■

3 - Le commerce mondial accélérerait d'ici la mi-2014



Sources : Markit, Centraal PlanBureau, prévisions Insee

Synthèse du scénario international

	Variations trimestrielles en %								Variations annuelles en %					
	2012				2013				2014		2011	2012	2013	2014 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
PIB des économies avancées	0,6	0,0	0,2	0,0	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	1,7	1,4	1,2	1,5
Commerce mondial	0,5	0,5	-0,3	0,8	0,9	0,3	1,1	1,5	1,5	1,5	6,2	1,9	2,6	4,4
Importations des économies avancées	0,0	0,0	-0,1	-1,4	-0,3	0,5	0,9	1,3	1,4	1,1	3,6	-0,3	-0,3	3,8
Importations des économies émergentes	0,9	0,4	-0,2	4,2	1,6	-0,1	1,6	1,7	1,6	1,9	9,2	4,6	6,1	5,2

Prévision

Note de lecture: les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens

Sources : Instituts statistiques nationaux, Centraal PlanBureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

Échanges extérieurs

D'ici mi-2014, la demande extérieure adressée à la France serait relativement dynamique (+1,3 %, puis +1,3 % et +1,4 %), après le ralentissement du troisième trimestre (+1,1 %). Cependant, l'appréciation passée de l'euro (près de 10 % en termes effectifs depuis l'été 2012) pèserait sur la compétitivité, et les pertes tendanciennes de parts de marché, quoique atténuées depuis 2008, subsisteraient. Après un retour à la normale attendu des exportations aéronautiques au quatrième trimestre, les exportations progresseraient modérément au premier semestre 2014, de +0,7 % par trimestre.

Sous l'effet du rebond de la demande finale, les importations de la France progresseraient de +1,1 % au quatrième trimestre, puis de +0,7 % par trimestre au premier semestre.

Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance de l'activité serait positive au quatrième trimestre (+0,3 point), avec pour contrepartie un mouvement de déstockage équivalent, puis neutre à l'horizon de la prévision.

Les exportations rebondiraient au quatrième trimestre 2013

Au troisième trimestre 2013, les exportations françaises de biens et services se sont contractées (-1,5 % après +1,9 %, cf. tableau). Cette baisse est

principalement imputable d'une part au ralentissement de la demande adressée à la France (+1,1 % après +1,6 %, cf. graphique 1), et d'autre part à la chute ponctuelle des exportations en matériel aéronautique, dont la contrepartie se situe dans un mouvement de stockage équivalent à 1,1 point d'exportations.

Les ventes de matériel de transport ont ainsi fortement baissé au quatrième trimestre (-5,7 % après +4,2 %). Comme les exportations des autres produits (cokéfaction et raffinage, biens d'équipement et produits de l'industrie agro-alimentaire) se sont également contractées, les exportations de biens manufacturés ont nettement reculé au troisième trimestre (-1,9 % après +2,8 %). En outre, les exportations de services ont stagné après deux trimestres de hausse (+0,9 % par trimestre).

A contrario, les exportations d'énergie-eau-déchets ont accéléré (+9,1 % après +7,2 %), et les ventes de produits agricoles ont nettement moins reculé que le trimestre précédent (-1,5 % après -8,3 %).

Au quatrième trimestre 2013, le commerce mondial accélérerait quelque peu (cf. graphique 2), autant du fait des économies avancées, et notamment de la zone euro, que des économies émergentes. Du fait de la répartition géographique des exportations françaises, ce seraient les pays avancés qui soutiendraient le plus la demande adressée à la France (cf. graphique 1).

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles						Variations annuelles		
	2013				2014		2012	2013	2014 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Exportations									
Ensemble des biens et services	-0,4	1,9	-1,5	2,3	0,7	0,7	2,5	0,6	2,7
Produits manufacturés (75 %*)	-0,6	2,8	-1,9	3,1	0,9	0,9	3,0	0,7	3,6
Importations									
Ensemble des biens et services	0,1	1,6	1,0	1,1	0,7	0,7	-0,9	1,2	2,9
Produits manufacturés (77 %*)	0,0	1,6	1,6	1,5	0,8	0,8	0,3	1,0	3,7
Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB	-0,1	0,0	-0,7	0,3	0,0	0,0	1,0	-0,2	-0,1

Prévision

*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2012

Source : Insee

De plus, les exportations totales progresseraient nettement plus vite (+2,3 %) que la demande adressée à la France, du fait du retour à la normale attendu des exportations aéronautiques.

Au premier semestre 2014, les exportations progresseraient modérément

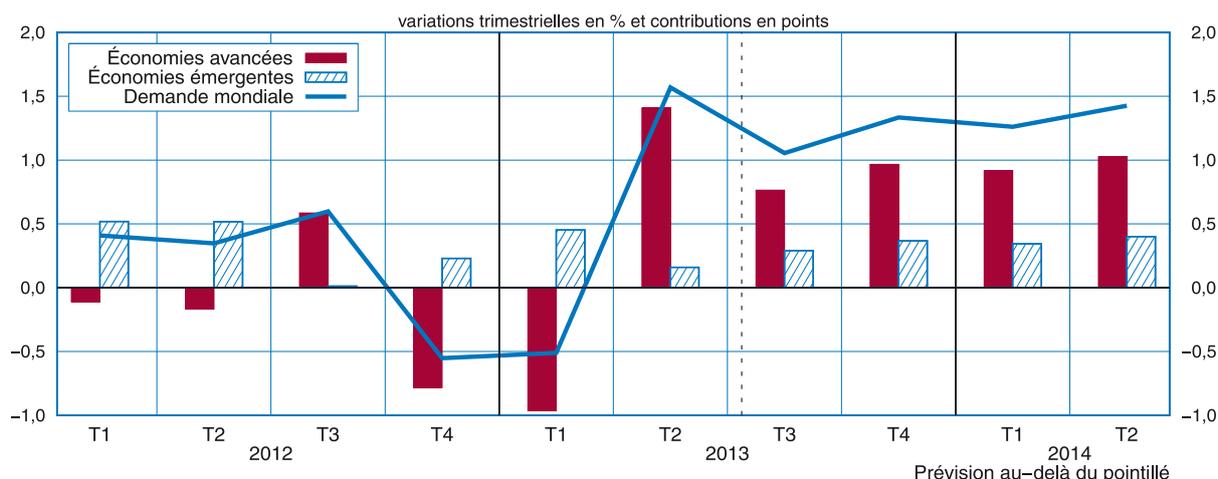
Début 2014, les exportations progresseraient de 0,7 % par trimestre, soit un rythme inférieur à la hausse de la demande extérieure. En effet, l'appréciation de l'euro (près de 10 % depuis mi-2012) pénaliserait de nouveau les exportations, et les pertes tendanciennes de parts de marché, quoique atténuées depuis 2008, subsisteraient. Les exportations croîtraient ainsi modérément, pour les produits manufacturés (+0,9 % par trimestre) comme pour les services (+0,3 % puis +0,8 %).

En moyenne en 2013, les exportations croîtraient de 0,6 %, après +2,5 % en 2012. L'acquis de croissance pour l'année 2014 serait de +2,7 % à la fin du premier semestre. La part de marché de la France baisserait légèrement début 2014 après les à-coups du second semestre 2013 (cf. graphique 3) en ligne avec sa tendance à la baisse, certes atténuée depuis la crise (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2013 « Comment s'explique le rééquilibrage des balances commerciales en Europe ? »).

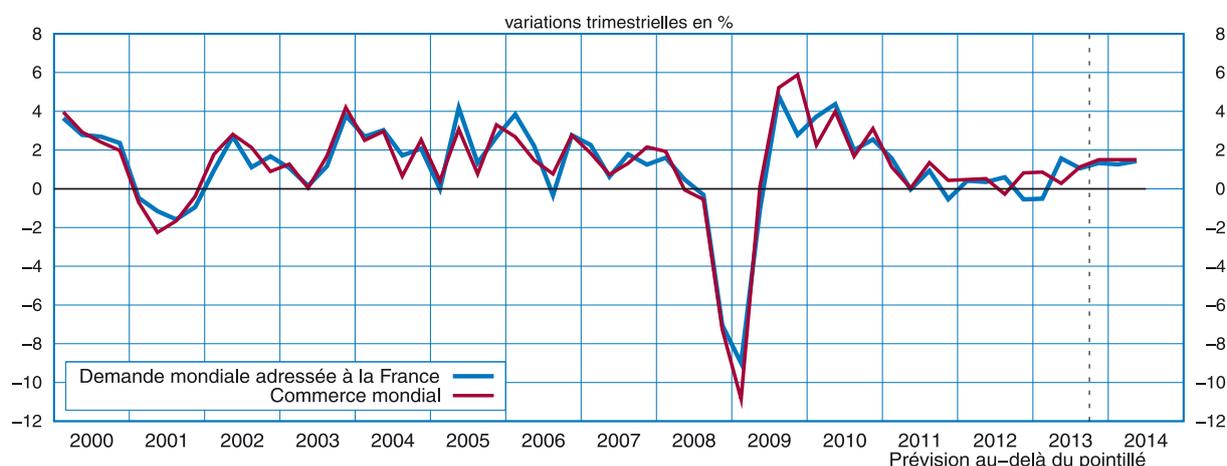
Les importations ralentiraient au premier semestre 2014

Au troisième trimestre 2013, les importations de biens et services ont légèrement ralenti (+1,0 % après +1,6 %). Les achats de biens manufacturés se sont maintenus (+1,6 % de hausse aux deux derniers trimestres). Ils ont ralenti pour les biens d'équipement, les produits agro-alimentaires et les « autres produits industriels ». Cependant, la

1 - Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires



2 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Conjoncture française

relative bonne tenue des importations provient de l'accélération des achats de matériels de transport et du redressement des achats de cokéfaction-raffinage. Les achats d'énergie brute se sont légèrement contractés (-2,9 % après +1,1 %), tandis que ceux de produits agricoles ont accéléré (+6,8 % après +4,9 %).

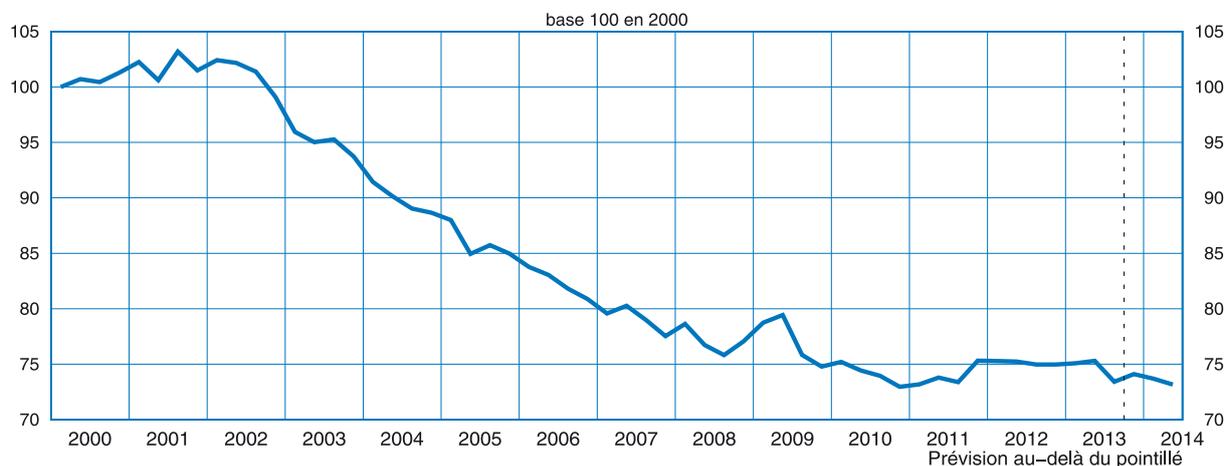
Au quatrième trimestre 2013, d'après les enquêtes de conjoncture, les importations resteraient dynamiques (+1,1 %), en lien avec le rebond de la demande finale.

À l'horizon de mi-2014, les importations ralentiraient (+0,7 % par trimestre), suivant le profil de la demande finale (cf. graphique 4).

En moyenne en 2013, les importations progresseraient de seulement 1,2 %, après -0,9 % en 2012. L'acquis de croissance des importations pour 2014 à l'issue du premier semestre s'élèverait à +2,9 %.

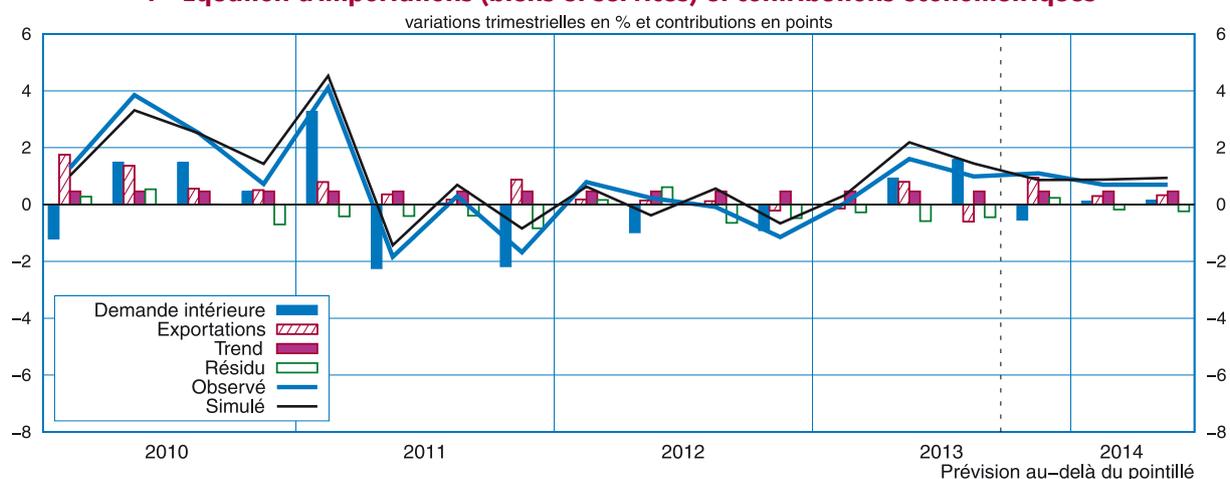
Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait positive au quatrième trimestre 2013, avec pour contrepartie un mouvement de déstockage équivalent mais serait négative sur l'ensemble de l'année 2013 (-0,2 point). Elle serait neutre au premier semestre 2014. ■

3 - Part de marché de la France



Sources : Insee, Trésor

4 - Équation d'importations (biens et services) et contributions économétriques



Source : Insee

Emploi

L'emploi marchand a continué de reculer au troisième trimestre 2013 (-16 000 emplois), en particulier dans le secteur industriel. À l'horizon de la prévision, le redressement de l'activité et les effets du CICE permettraient à l'emploi marchand de se stabiliser (-4 000 emplois au premier semestre 2014).

Sur l'ensemble de l'année 2013, la baisse de l'emploi dans le secteur marchand non agricole (-87 000 postes) serait nettement plus faible qu'en 2012 (-112 000). Elle serait concentrée dans l'industrie (-54 000 postes) et dans la construction (-23 000 postes).

Dans les secteurs non marchands, l'emploi continuerait d'augmenter d'ici mi-2014, notamment du fait de la progression du nombre des bénéficiaires de contrats aidés. Après une augmentation de 20 000 postes en 2012, l'emploi dans les secteurs non marchands progresserait de 80 000 en 2013 et de 33 000 au premier semestre 2014.

Au total, 14 000 emplois seraient créés dans l'ensemble de l'économie en 2013 (après une baisse de 58 000 en 2012) et 36 000 au premier semestre 2014.

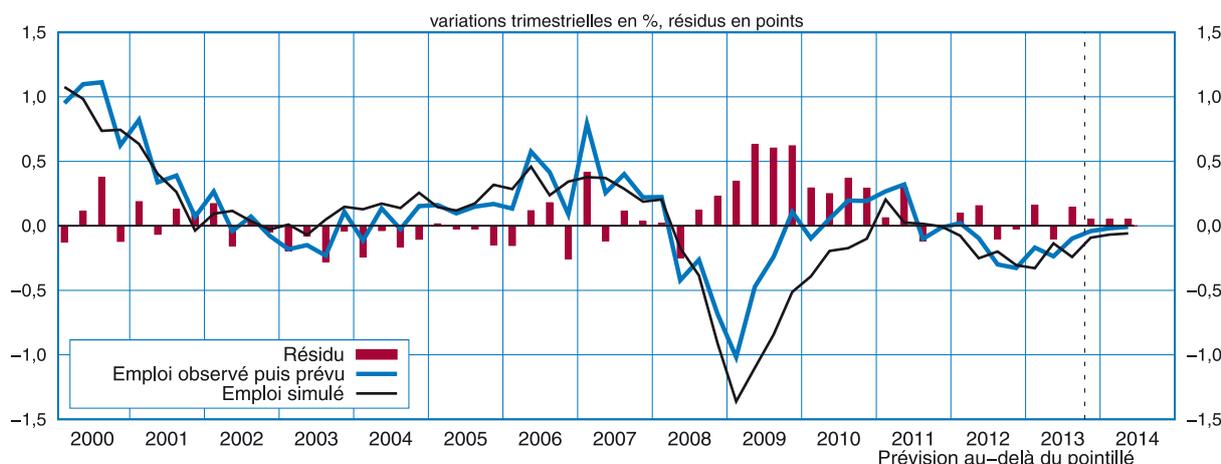
Le nombre de salariés dans les secteurs marchands se stabiliserait à l'horizon de la prévision

En 2012, l'emploi marchand a fortement diminué (de 112 000 postes), alors qu'il était en hausse en 2011. Le profil de l'emploi en cours d'année a été très marqué : les effectifs ont légèrement diminué au premier semestre 2012 (-12 000 personnes) puis ont chuté au second semestre (-100 000). En 2013, les pertes d'emploi semblent s'atténuer (-80 000 sur les trois premiers trimestres).

Cette évolution a été relativement conforme à ce que laissaient attendre les déterminants usuels de l'emploi (cf. graphique 1). Le ralentissement de l'activité depuis début 2011, qui s'est accentué en 2012, s'est ainsi transmis progressivement à l'emploi. A contrario, l'amélioration observée depuis début 2013 est imputable au redressement de l'activité.

D'ici juin 2014, la poursuite de cette reprise, et les effets du CICE (cf. éclairage), permettraient une quasi-stabilisation de l'emploi marchand : 7 000 postes seraient perdus au quatrième trimestre 2013 puis 4 000 au premier semestre 2014 (cf. graphique 2).

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi. Un résidu positif, comme début 2012, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne laissaient attendre les comportements passés.

Source : Insee

Tableau 1

Évolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS								Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS								*
	2013				2014				2013				2014				
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2013	2014 S1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2013	2014 S1	
Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2)	-28	-33	-11	6	3	5	-66	8	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0	17924
Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement)	-1	5	4	13	6	6	21	12	0,0	0,2	0,2	0,7	0,3	0,3	1,1	0,6	1956
Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont :	-27	-38	-16	-7	-3	-1	-87	-4	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,5	0,0	15968
Industrie	-12	-19	-15	-9	-13	-6	-54	-19	-0,4	-0,6	-0,5	-0,3	-0,4	-0,2	-1,7	-0,6	3242
dont : Industrie manufacturière	-12	-19	-14	-8	-12	-5	-53	-17	-0,4	-0,7	-0,5	-0,3	-0,4	-0,2	-1,8	-0,6	2871
Construction	-9	-4	-7	-4	-5	-3	-23	-8	-0,6	-0,3	-0,5	-0,3	-0,3	-0,3	-1,7	-0,6	1417
Tertiaire essentiellement marchand	-6	-15	6	6	15	8	-10	23	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,2	11308
dont : Commerce	-6	-14	-8	1	2	3	-27	4	-0,2	-0,5	-0,3	0,0	0,1	0,1	-0,9	0,1	3018
Services marchands (y compris intérim)	0	-1	14	5	14	5	18	19	0,0	0,0	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	8290

* Niveau fin 2012 (en milliers)

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)								Évolution de l'emploi sur la période (en %)							
	2013				2014				2013				2014			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2013	2014 S1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2013	2014 S1
Secteurs principalement marchands	-27	-38	-16	-7	-3	-1	-87	-4	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,5	0,0
Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)	-6	17	15	54	25	8	80	33	-0,1	0,2	0,2	0,7	0,3	0,1	1,1	0,4
Non-salariés	5	5	5	5	4	4	20	8	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,8	0,3
EMPLOI TOTAL	-27	-16	5	52	26	10	14	36	-0,1	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1

Prévision

Note de lecture : 8 000 emplois seraient créés dans le secteur concurrentiel durant le premier semestre 2014. Cela correspond à une évolution de 0,0 % sur le semestre. Ce secteur comprendrait, au 31 décembre 2012, 17 924 000 salariés.

- (1) Secteur OQ privé
(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

	2012				2013				2014		2011	2012	2013	2014 S1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Emplois d'Avenir	0	0	0	1	8	13	19	38	11	10	0	1	79	22
CUI-CAE (remplace CAE+CAV au 01/01/10)	18	7	-23	-4	0	0	0	38	27	-8	-37	-2	37	18
Contrats d'Accompagnement vers l'Emploi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-8	0	0	0
Contrats d'Avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-5	0	0	0
Total	18	7	-23	-3	8	13	19	76	38	2	-50	-1	116	40

Prévision

Champ : France métropolitaine
Note : Y compris avenants de reconduction

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

L'intérim augmenterait légèrement, tout comme l'emploi tertiaire hors intérim

Dans les statistiques d'emploi, l'emploi intérimaire est comptabilisé dans le secteur tertiaire quel que soit le secteur dans lequel sont effectuées les missions. Dans tous les secteurs, le taux de recours à l'intérim se redresse depuis le premier trimestre 2013 (cf. graphique 3). Il continuerait d'augmenter à l'horizon de la prévision : l'emploi intérimaire progresserait de 8 000 postes au premier semestre 2014.

L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim a diminué au premier semestre 2013 (- 27 000 postes). Il augmenterait faiblement au second semestre 2013 (+4 000 postes), et bénéficierait ensuite du regain modéré de l'activité au premier semestre 2014 (+15 000 postes).

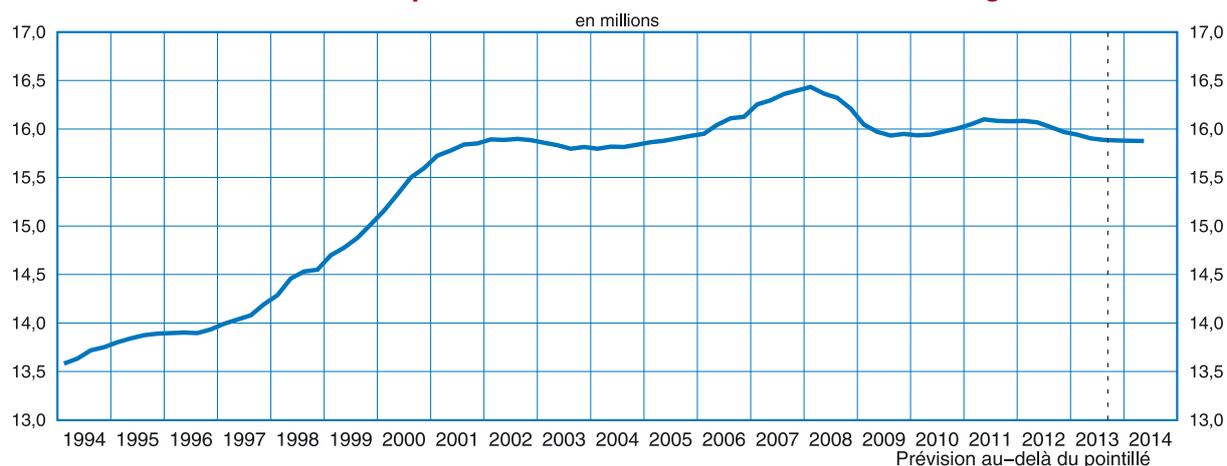
Au total, l'emploi dans le tertiaire y compris intérim augmenterait légèrement au second semestre 2013 (+11 000 emplois), puis plus fortement au premier semestre 2014 (+23 000 postes).

L'emploi industriel continuerait de baisser en 2013

Depuis mi-2012, les suppressions d'emplois dans l'industrie se sont progressivement intensifiées. Celles-ci se poursuivraient à l'horizon de la prévision, sur un rythme toutefois moins marqué. L'emploi industriel (hors intérim) baisserait de 9 000 postes au quatrième trimestre 2013 (le secteur perd en moyenne 13 000 postes par trimestre depuis mi-2012) puis de 19 000 au premier semestre 2014 (cf. graphique 4).

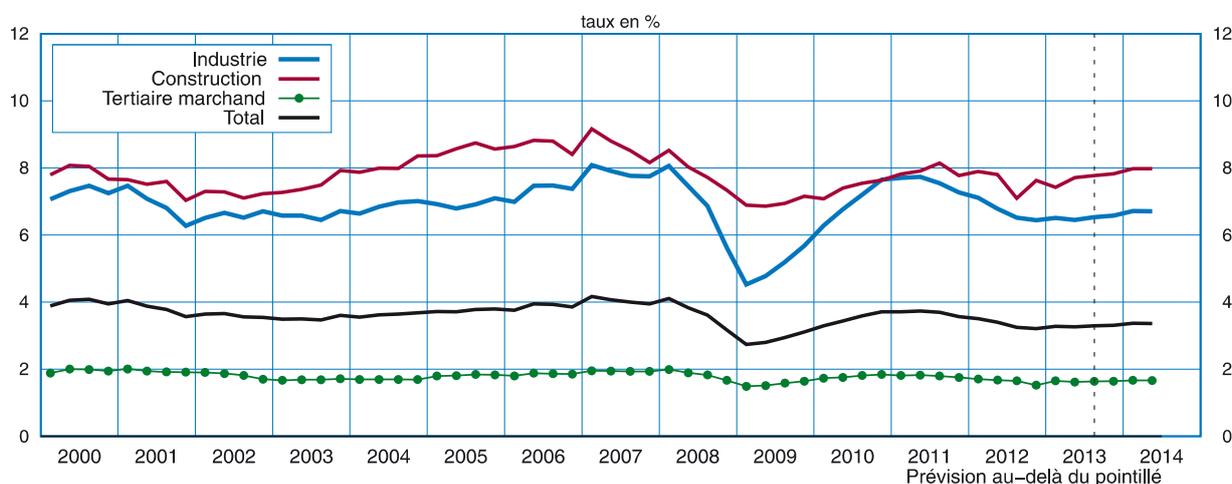
Au total, l'emploi industriel y compris la correction pour l'intérim utilisé dans le secteur baisserait de 20 000 emplois au second semestre 2013, puis de 16 000 au premier semestre 2014. Ce recul serait comparable à celui observé en moyenne depuis le début des années 2000, malgré un environnement conjoncturel aujourd'hui plus dégradé qu'au milieu de la précédente décennie. Ceci traduirait une certaine résistance de l'emploi manufacturier, visible depuis début 2009.

2 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

3 - Taux de recours à l'intérim selon les secteurs



Source : Insee

L'emploi dans la construction reculerait de nouveau en 2013

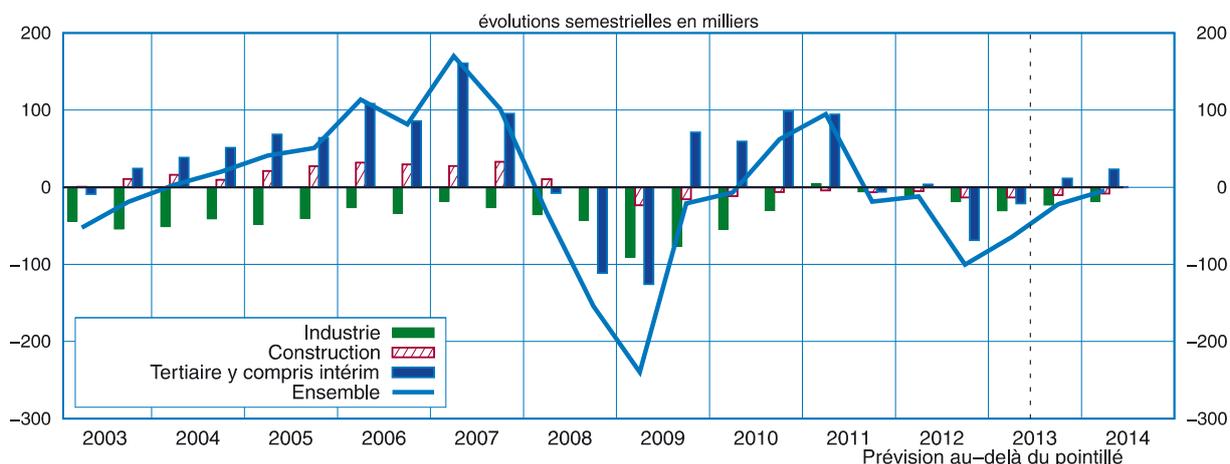
L'emploi salarié dans la construction décroît presque continûment depuis 2008. Le secteur a ainsi perdu 13 000 emplois au premier semestre 2013. À l'horizon de la prévision, ce recul s'intensifierait : 10 000 postes seraient perdus au second semestre 2013 puis 8 000 au premier semestre 2014.

L'emploi non marchand progresserait grâce aux contrats aidés

L'emploi non marchand croîtrait de 80 000 postes en 2013. Il continuerait de progresser à un rythme soutenu au premier semestre 2014 (+33 000 emplois).

Hors contrats aidés, l'emploi non marchand serait légèrement décroissant du fait de la baisse de l'emploi public. Ainsi, le rebond de l'emploi non marchand proviendrait essentiellement de la hausse des contrats aidés. D'une part, les entrées dans les dispositifs de contrats aidés accéléreraient en 2013 par rapport à 2012 du fait des contrats prévus en loi de finances et des contrats supplémentaires annoncés par le gouvernement en juin (465 000 contrats seraient signés en 2013, après 403 000 en 2012). D'autre part, malgré une baisse du nombre des nouveaux contrats prévus dans le PLF 2014, l'augmentation de la durée moyenne des contrats permettrait une nouvelle hausse des bénéficiaires sur le premier semestre 2014. Au total, le nombre de bénéficiaires augmenterait de 116 000 en 2013, puis de 40 000 au premier semestre 2014. ■

4 - Évolution de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles



Quels effets attendre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en 2014 ?

Le CICE est un crédit d'impôt qui s'apparente à un allègement des cotisations sociales

Le CICE est un crédit d'impôt qui peut par certains côtés être assimilé à un allègement des cotisations sociales sur les bas et moyens salaires...

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), annoncé en novembre 2012 et voté le mois suivant⁽¹⁾, est un crédit d'impôt dont bénéficie l'ensemble des entreprises (hors micro-entreprises et auto-entrepreneurs), quels que soient leur forme juridique, leur secteur d'activité ou le régime d'imposition de leur résultat⁽²⁾.

L'assiette du CICE est constituée par les salaires bruts versés au cours de l'année dans la limite de 2,5 fois le Smic. Sur cette assiette, la subvention est de 4 % pour les

rémunérations versées au titre de 2013 et de 6 % pour les rémunérations versées les années suivantes (ce qui représente respectivement 13 et 20 Mds€).

... mais il s'en distingue par plusieurs aspects

À partir du 1^{er} janvier 2013, le CICE équivaut à baisser le coût du travail moyen des entreprises de 1,8 %, et cette baisse atteindra 2,7 % au 1^{er} janvier 2014. Par rapport à un allègement de cotisations sociales, le CICE se distingue par deux aspects : ce n'est pas une baisse des cotisations, mais une baisse d'impôt proportionnelle à la masse salariale, qui

(1) Article 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012.

(2) L'essentiel du montant du CICE concerne les entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés. Mais les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu sont également bénéficiaires du CICE.

transite par une baisse de l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu³ ; il n'est pas perçu simultanément aux rémunérations versées, mais avec retard. Sauf demande de préfinancement par les entreprises (qui ne devrait représenter que de l'ordre de 1 Md€ en 2013, soit 7 % du montant éligible⁴), le CICE au titre des rémunérations de 2013 ne commencera à être versé qu'en 2014. En effet, le CICE calculé au titre des rémunérations 2013 doit être imputé sur le solde de l'impôt dû au titre de l'exercice 2013, qui sera acquitté en 2014. Le montant de crédit d'impôt au titre de l'année écoulée ne peut toutefois être remboursé immédiatement qu'à hauteur de l'impôt à acquitter au titre de cette même année et le CICE au titre des rémunérations de 2013 ne sera en fait intégralement versé que d'ici 2016 (cf. [tableau](#) de l'échéancier du coût budgétaire du CICE).

L'estimation des effets du CICE sur l'emploi en 2014 est très incertaine

Des incertitudes sur la perception de la mesure par les entreprises et donc sur son impact effectif

Les mécanismes à l'œuvre sont nombreux (cf. [graphique](#)). En premier lieu, le CICE améliore la situation financière des entreprises. 20 Mds€ représentent de l'ordre de 1,8 point d'équivalent taux de marge, soit la moitié de la baisse du taux de marge qui aura été enregistrée entre 2007 et 2013.

Cette amélioration de leur situation financière peut ensuite influencer sur le comportement des entreprises, lesquelles peuvent diminuer leurs prix⁵, augmenter leur masse salariale, via plus d'emploi ou des salaires plus élevés, ou leurs dépenses d'investissement. En pratique, le comportement des entreprises sera évidemment hétérogène, mais on peut s'attendre à retrouver, au niveau macroéconomique, ces quatre canaux de transmission du CICE.

Si on simule une baisse de cotisations uniforme dans le modèle macroéconométrique Mésange⁶, il ressort qu'une baisse du coût du travail de 2,7 % se traduirait par un surcroît d'emplois de l'ordre de 250 000.

Cette simulation n'intègre toutefois pas le fait que le CICE est ciblé sur les salaires inférieurs à 2,5 SMIC. Or, les effets emploi d'un allègement de cotisations sociales sont d'autant

plus élevés que cet allègement est ciblé pour les bas salaires, notamment parce que la demande de travail de la part des entreprises est davantage sensible à son coût pour les bas salaires⁷. D'après les évaluations existantes sur la distribution de l'élasticité de la demande de travail en fonction du niveau de salaire⁸, on peut alors estimer que du fait du ciblage sur les salaires inférieurs à 2,5 SMIC, les créations d'emploi seraient comprises entre 300 000 et 400 000, les simulations réalisées avec le modèle Mésange se situant dans le bas de la fourchette⁹.

Comme le laissent attendre les résultats de simulation tels que ceux présentés ici, les pleins effets du CICE ne se produiront que progressivement. D'après le modèle Mésange, il faudra attendre cinq ans pour avoir l'essentiel des effets sur l'emploi.

Ainsi, en moyenne annuelle 2014, d'après le modèle Mésange, 100 000 emplois supplémentaires seraient créés (après 50 000 en 2013). Ce chiffrage inclut, outre l'enrichissement de la croissance en emplois, l'effet supplémentaire dû au surcroît d'activité économique, occasionné par le CICE. Il suppose que les entreprises agissent comme si le CICE était versé dès 2013, à l'instar d'un allègement de cotisations. En pratique, l'effet du CICE sera plus faible pour plusieurs raisons.

D'abord, le CICE intervient en 2013 dans un contexte où le taux de marge est à son point bas, notamment car l'emploi s'est moins ajusté qu'attendu depuis 2008 ; la contrainte financière peut donc jouer plus fortement qu'au cours des années d'avant-crise et conduire les entreprises à davantage utiliser le CICE pour améliorer leur situation financière que ce que les évaluations portant sur les décennies 1990 ou 2000 peuvent laisser attendre. Ensuite, le fait que son paiement soit différé peut conduire certaines entreprises à différer également les décisions d'embauches, parce qu'elles sont contraintes sur leur trésorerie ou ont des difficultés ou des réticences à accroître leur endettement. Enfin, en comptabilité d'entreprise, l'effet du CICE sur les entreprises pourra être enregistré dans le bas de leur bilan et donc ne pas être visible dans leur compte d'exploitation ; pour les entreprises qui auront choisi ce mode d'enregistrement

(3) Les chiffres concernant la situation financière des entreprises présentés dans cette Note de conjoncture sont donc construits sous l'hypothèse conventionnelle que le CICE sera imputé comme les autres crédits d'impôt aux entreprises (crédit impôt recherche par exemple), c'est-à-dire sur l'impôt versé par les entreprises en 2014 ; ni la rémunération du travail ni le taux de marge affichés n'en sont donc affectés.

(4) CGSP (2013). Rapport du Comité de suivi du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

(5) Dans certains cas cette baisse découle de contrats d'indexation de leurs prix de vente sur leurs coûts.

(6) C. Klein, O. Simon (2010) : Le modèle Mésange réestimé en base 2000. Tome 1 - Version avec volumes à prix constants.

(7) Malinvaud (1998) : Les cotisations sociales à la charge des employeurs : analyse économique. Rapport au CAE.

(8) Conseil d'orientation pour l'emploi (2006) : Rapport au premier ministre relatif aux aides publiques.

(9) Ces chiffres tiennent compte du fait que le CICE est un crédit d'impôt et qu'il ne vient donc pas accroître l'assiette de l'impôt ce qui, toutes choses égales par ailleurs, amplifie ses effets sur l'activité par rapport à l'allègement de cotisation.

Montée en charge du CICE (en Md€)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rattaché aux rémunérations qui font l'objet du crédit d'impôt	-13	-20	-20	-20	-20	-20
Pour la trésorerie des entreprises	-1	-9	-16	-17	-19	-20

Note de lecture : Pour faciliter la lecture, l'assiette du CICE est supposée constante

Source : Insee

comptable du CICE, son lien avec la rémunération des salaires risque ainsi de ne pas être repéré aisément : de ce fait, les choix d'investissement et d'embauche des entreprises pourraient ne pas intégrer, à tout le moins pas immédiatement, l'impact du CICE¹⁰. Ces effets, qui réduisent l'impact sur l'emploi du CICE, devraient moins jouer à plus long terme. En effet, les entreprises qui tiendront compte du fait que, désormais, embaucher un salarié en dessous de 2,5 SMIC coûte *in fine* moins cher qu'avant bénéficieront, toutes choses égales d'ailleurs, d'un avantage compétitif par rapport à celles qui n'en tiendront pas compte. À terme, la plupart des entreprises devraient donc ajuster leur comportement pour ne pas perdre de compétitivité par rapport à leurs concurrentes.

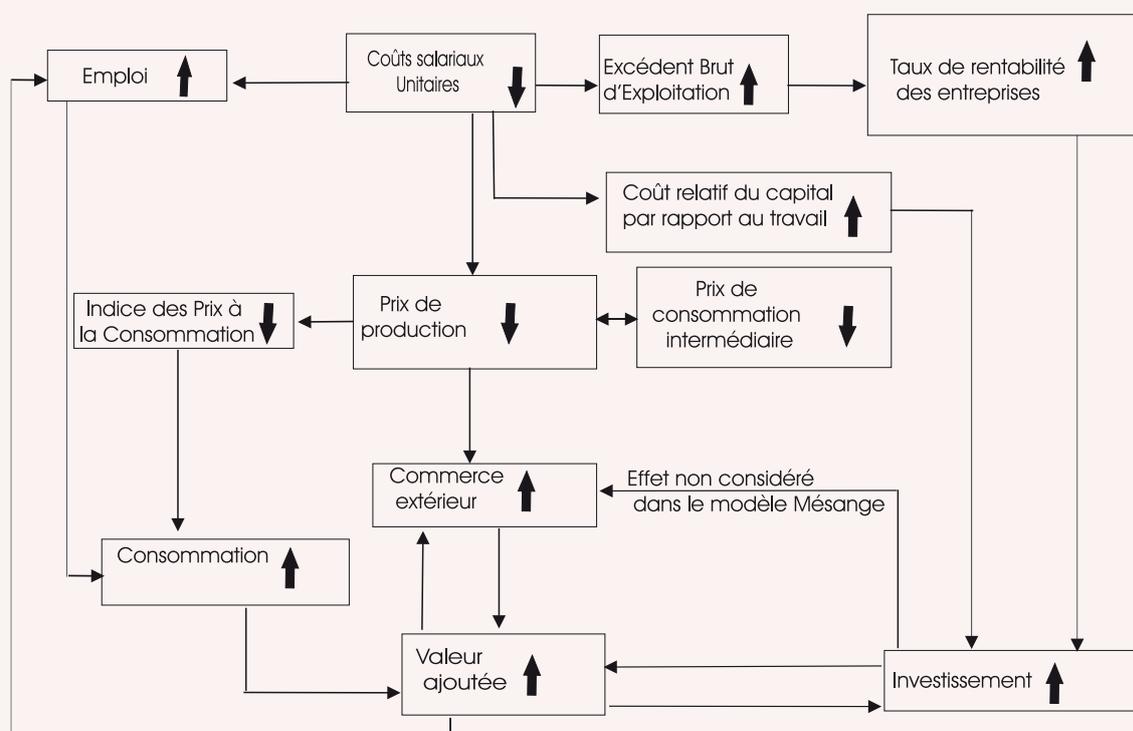
(10) Ce pourrait notamment être le cas de certaines entreprises étrangères qui désirent s'implanter en France et qui ont un désavantage en termes d'information par rapport aux entreprises déjà implantées en France.

Pour le premier semestre 2014, 15 000 emplois supplémentaires par trimestre, hors effet de bouclage

Au total, il paraît vraisemblable qu'à long terme, les effets du CICE sur l'emploi s'élevaient à moins de 300 000.

Pour la prévision de la Note de conjoncture, nous faisons l'hypothèse que l'enrichissement de la croissance en emplois se traduit au premier semestre 2014 par un surcroît d'emplois de 15 000 par trimestre (après 30 000 au total en 2013). Nous n'intégrons pas explicitement, en revanche l'effet supplémentaire dû au surcroît d'activité économique occasionné par le CICE, qui, s'il existe, est capté par les enquêtes de conjoncture sur lesquelles s'appuie en grande partie notre prévision. Mais, nous intégrons explicitement son effet sur les prix, qui compenserait en partie, à hauteur de 0,2 point à l'horizon de la prévision, l'effet de la hausse de la TVA. ■

Schéma reprenant les différents mécanismes économiques attendus d'une baisse du coût salarial unitaire (CSU)



Chômage

Au troisième trimestre 2013, le taux de chômage s'est établi à 10,9 % de la population active (10,5 % en France métropolitaine), en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre (cf. encadré pour les précautions méthodologiques). Depuis mi-2011, le taux de chômage a augmenté de 1,4 point. Il augmenterait légèrement à l'horizon de la prévision, de 0,1 point. Mi-2014, il s'élèverait à 11,0 % (10,6 % en France métropolitaine).

Au troisième trimestre 2013, le taux de chômage s'est établi à 10,9 % de la population active

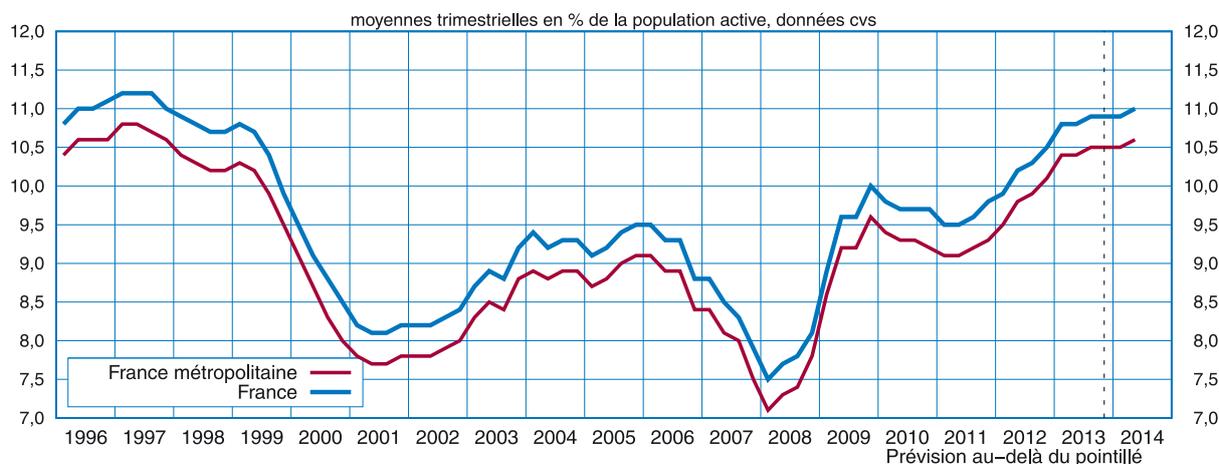
Au troisième trimestre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 31 000 après une quasi-stabilisation au deuxième trimestre (+4 000)¹. En effet, l'emploi a moins baissé au troisième trimestre (-6 000 après -21 000), la population active a crû à un rythme soutenu au troisième trimestre 2013 (+26 000) après une baisse ponctuelle au deuxième trimestre (-17 000) (cf. tableau). Le taux de chômage a ainsi augmenté de 0,1 point au troisième trimestre après une stabilité au deuxième trimestre 2013 (cf. graphique 1).

Le taux de chômage des jeunes a légèrement baissé en 2013...

Fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans avait dépassé 25 % des actifs. Il a ensuite baissé d'un point jusqu'au troisième trimestre 2013 pour atteindre 24,5 %. D'une part, une partie de la baisse du chômage des jeunes, de l'ordre d'un dixième de point par trimestre depuis le début de l'année, est due à la mise en place, fin 2012, des emplois d'avenir destinés à permettre à des jeunes sans qualification ou peu diplômés d'accéder à un emploi. D'autre part, dans une moindre mesure, la création d'emplois en intérim a pu également bénéficier aux jeunes actifs, qui occupent plus souvent des emplois temporaires que leurs aînés. Le taux de chômage des jeunes est très élevé, mais cette population a un comportement d'activité très spécifique. Un grand nombre de jeunes de moins de 25 ans poursuivent leurs études sans travailler parallèlement et sont de ce fait inactifs. Ainsi, en rapportant le nombre de jeunes chômeurs à la population des 15-24 ans, la mesure obtenue indique une part de chômeurs de 15 à 24 ans de 9,0 %, soit seulement 0,6 point au-dessus de la part des chômeurs dans la population des 25-49 ans.

(1) Ces chiffres sont issus de l'enquête Emploi en continu et ne concernent donc que la métropole.

1 - Taux de chômage au sens du BIT



France = France métropolitaine + Dom
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

... alors que celui des 50 ans ou plus a nettement augmenté

Le taux de chômage des actifs de 50 ans ou plus s'est accru de près d'un point depuis fin 2012 pour s'établir à 8,0 % au troisième trimestre 2013. Le taux de chômage des seniors a ainsi augmenté deux fois plus vite que celui des 25-49 ans (+0,4 point depuis fin 2012, à 9,5 % au troisième trimestre 2013).

À l'horizon de la prévision, le chômage augmenterait très faiblement

Entre le troisième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014, le taux de chômage augmenterait de 0,1 point, pour se situer à 11,0 % à la fin du premier semestre 2014 (10,6 % en France métropolitaine). Sur les trois trimestres de prévision, les créations nettes d'emplois (+76 000) ne seraient en effet pas suffisantes pour absorber la hausse anticipée de la population active (+113 000).

(2) La population active tendancielle correspond à la population active estimée dans les projections de population active. Pour plus d'information sur les projections de population active : *Insee Première n°1345, avril 2011, O. Filatriau.*

La population active tendancielle² continuerait en effet sa croissance à un rythme soutenu (+68 000 personnes au premier semestre 2014, après +60 000 au deuxième semestre 2013), essentiellement du fait de la hausse des taux d'activité, alors que la démographie contribuerait de nouveau : depuis 2011, les générations qui entrent dans la tranche des 15-64 ans sont moins nombreuses que celles qui en sortent.

En outre, la population active serait légèrement plus dynamique que son rythme tendanciel, car l'augmentation du nombre d'emplois aidés permet à des personnes hors du marché du travail de l'intégrer. En revanche, on estime que l'effet net des réformes des retraites postérieures aux projections de population active tendancielle³ est négligeable à l'horizon de la projection. ■

(3) L'une permettant à partir de novembre 2012 le départ à la retraite à 60 ans pour les carrières longues, l'autre décalant d'un mois l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite pour les personnes nées après le 1^{er} janvier 1952, à partir du second semestre 2012.

Encadré - La rénovation de l'enquête Emploi utilisée pour la mesure du chômage au sens du BIT

Au 1^{er} trimestre 2013, le questionnaire de l'enquête Emploi a été rénové, en particulier pour faciliter le déroulement de l'enquête sur le terrain. Par ailleurs, de nouvelles conditions d'emploi des enquêteurs ont été mises en place au 1^{er} janvier 2013, ce qui a entraîné des difficultés d'organisation du réseau des enquêteurs et, à ce stade, une baisse du taux de réponse à l'enquête. Une expertise méthodologique a été conduite pour quantifier les incidences de ces changements sur les estimations issues des données de l'enquête Emploi.

Ainsi, certaines reformulations du nouveau questionnaire ont pesé sur la teneur des réponses pour une proportion limitée de la population enquêtée. Ceci a un impact sur la mesure en niveau des principaux indicateurs. Les effets du changement de questionnaire et de protocole d'enquête ont été neutralisés pour que les résultats présentés dans cette fiche

soient directement comparables à ceux du quatrième trimestre 2012 et aux séries longues actuellement disponibles. Ce traitement assure que les évolutions des indicateurs sont pertinentes du point de vue de l'analyse conjoncturelle. L'impact détaillé des reformulations sur les résultats de l'enquête est présenté dans le document « Compléments méthodologiques » associé à l'*Informations Rapides* du 5 septembre 2013 présentant les résultats de l'enquête Emploi du deuxième trimestre 2013.

À partir des résultats du quatrième trimestre 2013 qui seront publiés en mars 2014, les principaux indicateurs d'activité, d'emploi et de chômage au sens du BIT intégreront l'impact de la rénovation du questionnaire et de nouvelles séries longues rééchantillonnées (dont les valeurs seront donc légèrement revues à la baisse) seront produites. ■

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

	Variations trimestrielles										Variations annuelles				
	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4	2013 T1	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2014 T2	2010	2011	2012	2013	2014 S1
Population des 15-64 ans	-20	-22	-21	-21	-21	-21	-21	-21	-12	-11	131	20	-84	-83	-24
Population des 15-59 ans	-12	-14	-16	-19	-20	-20	-20	-19	-5	-6	-117	-70	-61	-79	-11
Population active	81	82	2	46	37	-17	25	37	38	38	79	158	211	83	76
dont :															
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	36	36	36	36	30	30	30	30	34	34	160	165	146	120	68
(b) Effets estimés des politiques publiques	9	2	1	2	-4	5	5	7	4	4	-66	-6	14	13	8
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	36	44	-36	7	11	-52	-9	0	0	0	-15	-2	51	-50	0
Emploi	23	12	-41	-41	-24	-21	-6	29	30	18	169	117	-47	-22	48
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	45	-21	-60	-22	-26	-16	5	52	26	10	132	100	-58	15	36
Chômage BIT	58	70	42	87	61	4	31	9	9	20	-89	40	258	106	28
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période				
Taux de chômage BIT (%)															
France métropolitaine	9,5	9,8	9,9	10,1	10,4	10,4	10,5	10,5	10,5	10,6	9,2	9,3	10,1	10,5	10,6
France (y compris Dom)	9,9	10,2	10,3	10,5	10,8	10,8	10,9	10,9	10,9	11,0	9,7	9,8	10,5	10,9	11,0

Prévisions

Notes de lecture :

- la ligne Emploi présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau.
- emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee